



Intervention meurtrière de la police pendant la Fête de la musique à Nantes

Par [Anthony Torres](#)

Mondialisation.ca, 28 juin 2019

wsws.org

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Alors que des jeunes participaient à la fête de la musique le 21 juin sur un quai de Nantes, la police est intervenu avec une brutalité meurtrière contre la fête. 11 personnes sont tombées dans la Loire, faisant une chute de 7 mètres. Une personne est toujours portée disparue.

Dans la nuit du vendredi 21 au samedi 22 juin, vers 4h30, une vingtaine de fonctionnaires de la compagnie départementale d'intervention (CDI) et de la brigade anticriminalité (BAC) ont été dépêchés pour stopper les festivités, qui dépassaient la fin autorisée de la fête à 4h.

Selon le *Monde*, la musique est arrêtée «une première fois mais sitôt les forces de l'ordre parties, les organisateurs remettent le son. Les policiers rebroussement chemin en direction de la fête et sont alors victimes de nombreux jets de bouteilles et projectiles selon Johann Mougenot, directeur de cabinet du préfet de Loire-Atlantique. La compagnie de CRS affectée à Nantes ce soir-là, spécialisée dans ce genre d'intervention, est, à ce moment-là, en centre-ville. Elle n'arrivera que plus tard sur les lieux.»

Les policiers lancent une trentaine de grenades lacrymogènes et de grenades de désencerclement. Ils font également usage de lanceurs de balles de défense (LBD) qui ont fait de nombreuses mutilations parmi les «gilets jaunes», ainsi que de chiens d'attaque.

Les images diffusées sur les réseaux sociaux attestent de la violence de l'intervention et de la grande confusion qui règne alors sur le quai. Aliyal, une étudiante qui participait à la fête raconte la scène de panique: «Il y avait des gens qui couraient dans tous les sens pour échapper aux lacrymos. J'ai vu des gens tomber à l'eau qui criaient pour que les bateaux des secours viennent les chercher.»

Une autre jeune femme explique au site *20 Minutes* que «Les gens étaient coincés, sans aucun moyen de s'échapper. Pour la première fois de ma vie, j'ai vraiment eu peur devant la police.»

Onze personnes sont tombées 7 mètres dans les eaux de la Loire. Selon la préfecture, sept personnes ont été repêchées par les pompiers, quatre par une association de sauvetage mandatée par la ville de Nantes pour la soirée, et trois autres ont regagné la terre ferme par leurs propres moyens.

Steve Maia Caniço, animateur périscolaire de 24 ans, aperçu la dernière fois samedi matin vers 4h du matin qui est tombé à l'eau n'a plus donné de signe de vie.

Théo, un ami de Steve présent avec lui le soir de sa disparition, précise au *Figaro* que Steve

qui ne savait pas nager, n'a pas consommé de drogue pendant la soirée et qu'il avait bu «un peu d'alcool mais pas à un état avancé».

La colère monte sur les réseaux sociaux contre cette intervention brutale de la police. Théo prévient sur Facebook et Twitter: «Si jamais ô grand jamais cette histoire devait se finir de manière détestable, la responsabilité en va aux poulets de morts qui étaient présents ce soir; à s'amuser de nous voir courir affolés, et à ce satané préfet, bouffon que tu es. On ne se taira pas, on ne se laissera pas faire, On ne vous laissera pas faire».

Les soutiens du jeune homme disparu organisent une manifestation en «son honneur». Une plainte a été déposée contre X par l'association nantaise Média'son.

La police et le ministre de l'Intérieur ont tenté de minimiser la responsabilité de la police dans la noyade de Steve. Thierry Palermo, directeur départemental adjoint de la sécurité publique affirme: «A aucun moment il n'y a eu de charge de policiers avec pour objectif de repousser les jeunes en direction de la Loire».

Plus tôt dans la journée, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner déclare lui que la disparition de l'animateur périscolaire est « peut-être » lié à l'opération policière.

Contrairement aux déclarations de Castaner et de Palermo, la violence policière n'était pas justifiée face à des jeunes venus s'amuser et écouter de la musique. La police a parlé de «personnes avinées» ou de «drogués» pour justifier la violence, mais Steve ne l'était pas.

Aucune information qui est ressortie jusqu'à présent ne permettrait d'affirmer que les jeunes étaient violents. Les forces de l'ordre par contre étaient conscients que leur intervention pouvait entraîner la mort. Le quai n'était pas sécurisé et les jeunes, encerclés par des policiers qui les chargeaient sans aucune retenue, n'avaient que la possibilité de sauter dans la Loire pour échapper aux grenades, au gaz et aux chiens d'attaque.

L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a été saisie pour enquêter sur l'opération policière. Interrogé par *Ouest France*, le syndicat de police SGP-FO n'a pu que reconnaître «Une faute grave de discernement, un ordre aberrant, mettant d'abord nos collègues en danger, et les usagers. [...] Ce n'étaient pas des casseurs mettant Nantes à sac nécessitant donc d'intervenir immédiatement. Il s'agissait de fêtards».

Les témoignages des personnes présentes sur les quais soulèvent les questions politiques plus sérieuses. La disparition de Steve Maia Caniço est la conséquence de l'encouragement par les plus hauts sommets de l'Etat, d'une politique de répression brutale encouragée et incitée par l'impunité accordée aux forces de l'ordre par le gouvernement.

Des mesures permettant un recours plus rapide aux armes de la part des policiers, imposées sous l'état d'urgence par le gouvernement PS de François Hollande prétendument au nom de la lutte contre le terrorisme, ont aussi encouragé une envolée de violences policières.

Il y a un quasiment un an dans une banlieue de Nantes, les CRS abattaient froidement un jeune homme de 22 ans après que ce dernier ait fait marche arrière après un contrôle de police sans mettre en danger la vie des CRS. Le WSWS écrivait que «trois ans après l'imposition de l'état d'urgence, les structures et à présent les pratiques d'un Etat policier apparaissent de plus en plus à présent».

Face à l'opposition à sa politique d'austérité qui s'est développé avec le mouvement des «gilets jaunes», Macron s'appuie sur la répression policière et les violences létales. Plusieurs personnes ont été mutilées et une personne, Zineb Redouane, est morte d'une grenade lacrymogène en plein visage lors répression policière des «gilets jaunes». Macron a envoyé l'armée contre les «gilets jaunes» alors que des hauts gradés évoquaient la possibilité qu'elle tire sur les foules.

L'intervention brutale et totalement disproportionnée des forces de l'ordre à Nantes est le produit de ce blanc-seing accordé aux forces de l'ordre par le pouvoir capitaliste, qui se sent isolé et haï, et qui ne conserve plus le pouvoir sauf par les violences les plus éhontées.

Anthony Torres

La source originale de cet article est [wsws.org](https://www.wsws.org)
Copyright © [Anthony Torres](https://www.wsws.org), [wsws.org](https://www.wsws.org), 2019

Articles Par : [Anthony Torres](https://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca